

Jocelyn Coulon

La défense dans un Québec indépendant

La transcription intégrale du témoignage de Jocelyn Coulon se trouve dans le *Journal des débats* de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, n° 28, 12 février 1992

Depuis quelques mois les questions concernant la sécurité et la défense d'un Québec indépendant font maintenant l'objet du débat sur les problèmes constitutionnels du Canada. Malgré certaines déclarations pour le moins spectaculaires sur l'utilisation de l'armée pour empêcher le Québec d'accéder à l'indépendance, on ne peut que se réjouir de voir enfin les politiciens, les spécialistes et le grand public s'intéresser à ces questions qui demeurent complexes mais très importantes pour l'avenir d'un territoire qui veut joindre le concert des nations. Une des premières choses que demandent à un nouvel État les pays qui l'accueillent dans le système international est de prouver sa capacité à contrôler son territoire et d'assurer sa défense et sa sécurité. Cela ne peut être fait sans une force militaire.

Je tenterai, dans ces quelques pages, de répondre aux questions relatives à la période de transition, à la constitution de forces armées québécoises et aux relations militaires que le Québec devrait entretenir avec le Canada et les États-Unis. Dans mon exposé, je suppose que le Québec est dirigé par un gouvernement qui a opté pour l'indépendance de la province, c'est-à-dire pour la gestion complète de ses affaires étrangères et de sa défense.

1. La période de transition

La transition du statut de province à celui d'État indépendant sera certainement la période la plus délicate en ce qui concerne 1) les relations entre le gouvernement du Québec et les militaires stationnés sur son territoire et 2) le partage des biens et équipements militaires entre le Québec et le Canada.

Il m'apparaît, dans un premier temps, que le gouvernement souverainiste devra établir clairement quels sont ses objectifs pour assurer la défense et la sécurité du Québec. Il me semble évident que l'option de la neutralité est écartée et que le Québec doit travailler dans le cadre occidental actuel. Cette profession de foi pro-défense pourrait se faire au moyen d'une déclaration politique énonçant les engagements précis du gouvernement: adhésion du Québec aux alliances militaires existantes tant en Amérique du Nord qu'en Europe et volonté de constituer une force armée nationale dans laquelle les militaires présentement installés au Québec se verraient maintenus à leur poste, dans leur grade et dans leur mission. Les hommes et les femmes qui travaillent au Québec dans le système militaire canadien doivent être rassurés à toutes les étapes menant à l'indépendance de la province. Ils doivent être convaincus du sérieux des leaders de futur État sur les questions de défense et de sécurité.

Un autre moyen d'établir des relations de confiance entre le gouvernement et les militaires serait de prévoir des rencontres, des visites et des discussions de façon à entretenir un dialogue permanent qui permettrait d'éviter une mauvaise interprétation des politiques gouvernementales ou des décisions militaires. Je pense, par exemple, aux manœuvres militaires ou aux transferts d'avions, de véhicules ou de navires d'une province à une autre.

Pendant la période de transition, le gouvernement québécois devra entreprendre des discussions détaillées avec les autorités politiques et militaires canadiennes au sujet du partage des biens et équipements militaires et de l'avenir de la coopération militaire entre le Québec et le Canada. Ces discussions devront aussi porter sur l'allégeance éventuelle des soldats et des officiers à une armée québécoise. C'est là un sujet délicat mais qu'il est nécessaire de régler pour assurer une transition pacifique. Il serait certainement utile de confier tout le dossier militaire à une personne élue. Cela enverrait un message très clair tant au gouvernement canadien qu'aux militaires installés au Québec. Il s'agit là de démontrer le sérieux du gouvernement sur les questions de défense et de sécurité.

L'objectif des mesures adoptées par le gouvernement pendant la période de transition est de s'assurer que le transfert des pouvoirs et des responsabilités militaires au profit du Québec se fasse dans l'ordre et la paix et que la majorité des militaires trouvent leur compte à joindre une force armée nationale.

2. Structures du système militaire québécois

Avant de parler de la future armée québécoise, un coup d'oeil sur l'armée canadienne est nécessaire. Le système militaire canadien, malgré sa petite taille à l'échelle internationale, est la plus grande organisation du pays. Il est composé de deux entités: les Forces armées canadiennes, d'abord, qui comprenaient en 1990, 87 500 militaires à temps plein; ensuite le ministère de la Défense nationale qui, avec ses 38 000 employés civils, coordonne toutes les activités visant à assurer la sécurité du Canada.

Depuis 1968, les Forces armées canadiennes sont unifiées: un seul quartier général regroupe les autorités civiles et militaires chargées de la défense du pays et toutes les forces militaires se trouvent sous la direction d'un état-major unique qui exerce l'ensemble des pouvoirs administratifs et militaires. Le chef de l'état-major est l'unique représentant des militaires auprès du ministre de la Défense et du gouvernement. Le pouvoir politique est représenté à la Défense nationale par un sous-ministre civil qui est l'égal du chef de l'état-major et qui est responsable devant le ministre.

Les Forces armées sont divisées en sept commandements avec chacun un quartier général, un commandant et son état-major: la Force mobile (armée de terre), le Commandement aérien (l'aviation), le Commandement maritime (la marine), les Forces en Europe, la région du Grand nord, le Commandement des communications et le Commandement de l'instruction. Ces commandements et le Quartier général de la Défense nationale à Ottawa regroupent les 125 000 salariés à temps plein du système militaire canadien. À cela, il faut ajouter environ 27 000 réservistes de la première réserve et 60 000 cadets.

Pour entretenir tout ce beau monde et fournir aux Forces armées l'équipement dont elles ont besoin pour remplir leurs engagements intérieurs et extérieurs (défense du territoire, recherche et sauvetage, missions de paix, OTAN, NORAD), le gouvernement accorde bon an mal an environ 9% du budget fédéral au ministère de la Défense nationale, ce qui représentait 12 milliards de dollars en 1990-91 répartis comme suit: 40,4% en salaires; 25,8% en administration et entretien; 10,3% en subventions, contributions et dépenses législatives; et 23,6% en dépense de capital (achat de matériel).

Sur les 87 500 militaires des Forces armées, 23 600 occupent des postes de combat répartis comme suit: 5 300 pour la marine, 13 700 pour l'armée de terre et 4 600 pour l'armée de l'air. Tous les autres militaires occupent des postes dans le transport et la logistique, les communications, l'instruction, l'administration, et les services médicaux et de sécurité.

Les Forces armées s'occupent de l'instruction de ses membres. Il y a une centaine d'écoles militaires de toutes sortes au Canada, dont trois collèges qui détiennent un statut universitaire.

Enfin, quelques données intéressantes sur les francophones. Les Forces armées comptent 63 000 anglophones et 24 000 francophones. Il est difficile de savoir combien il y a de Québécois francophones au sein de l'armée. Toutefois, 28% des recrues (anglophones et francophones) venaient du Québec en 1990. L'armée de terre compte 67% d'anglophones et 33% de francophones; l'aviation, 76% et 24% respectivement; la marine, 83% et 17% et les forces en Europe, 71% et 29%.

Le Ministère de la Défense estime qu'environ 11 000 militaires et 5 900 civils travaillent au Québec, ce qui représente 13% et 15% des effectifs militaires et civils du ministère. Pour obtenir un tableau complet de la présence des Québécois au sein du système militaire il faut ajouter à ces chiffres les militaires et civils québécois qui travaillent en Allemagne et dans le reste du Canada.

Il m'apparaît que les futures structures du système militaire québécois devront ressembler à celles du système canadien. En gros, le Québec devra se doter d'un ministère de la Défense nationale, de forces armées unifiées composées de plusieurs commandements, d'un collège militaire, d'écoles et d'institutions d'instruction, d'une première réserve et d'un corps de cadets.

En admettant que le Québec obtienne au moment de son indépendance une part des équipements militaires canadiens, la province possède déjà des infrastructures susceptibles d'accueillir ses futures forces armées: deux bases terrestres (Valcartier et St-Hubert), une base aérienne (Bagotville), des centres de réparation et d'entreposage de matériel (Longue-Pointe), des ports, des unités de milice terrestres, aériennes et maritimes, une base de formation et d'entraînement (St-Jean), un collège militaire et une foule de petites unités militaires dans plusieurs villes. Toutefois, le Québec aura besoin de mettre sur pied d'autres infrastructures, comme des écoles et institutions d'instruction pour compléter le système d'entraînement des militaires. De plus, dans le cadre de ses futurs engagements au sein du NORAD, le Québec devra voir à se doter

d'un centre d'opérations de surveillance aérienne et de stations radars à moins qu'il réussisse à s'entendre avec le Canada pour utiliser ses stations radars et son centre d'opérations à North Bay ou avec les États-Unis, en ce qui concerne Colorado Springs.

3. Coopération avec le Canada et les États-Unis

Je ne voudrais pas ici m'étendre sur ce sujet, le professeur Albert Legault ayant longuement traité des relations canado-américaines et des options futures du Québec dans la défense continentale lors de sa présentation devant votre commission le 23 janvier dernier. Je fais mienne toutes ses remarques concernant les avantages et les inconvénients d'une adhésion du Québec à l'OTAN et à NORAD ainsi que d'un éventuel partenariat avec le Canada. Je voudrais souligner qu'il ne sera pas possible pour le Québec, à moins qu'il décide de dépenser d'énormes ressources, d'établir un système de défense autonome et complètement indépendant. Des raisons économiques et surtout politiques font en sorte que le Québec devra opter pour l'intégration militaire avec le Canada et les États-Unis. Je pense par exemple à la survie de l'industrie aéronautique et militaire dans la région de Montréal, à l'achat des équipements militaires, à la nécessité de planifier la défense du continent nord-américain, aux susceptibilités politiques des Américains face à un Québec qui voudrait faire cavalier seul, etc.

Je voudrais toutefois faire une remarque sur ce que M. Legault a dit en ce qui concerne l'impossibilité d'un Québec indépendant de participer aux missions du maintien de la paix des Nations unies et aux forums de désarmement. Je ne partage pas ses opinions. Un Québec indépendant pourra participer aux missions de paix au même titre que la Finlande, le Danemark, l'Autriche, la Suède et l'Irlande, des pays qui ont sensiblement la même population que celle de la province. Quant aux forums de contrôle des armements, il est évident que le poids du Québec ne représentera pas grand chose. Toutefois, sa participation, modeste et discrète, n'est absolument pas exclue.

Je voudrais terminer ma présentation par une réflexion sur des propos que vous avez entendus ici, à cette commission, par le passé, ou ailleurs dans les médias et cela concerne l'intervention de l'armée au Québec. Cela fait 12 ans que je m'intéresse aux questions militaires, que je traite, sur une base hebdomadaire ou mensuelle, à titre de journaliste indépendant ou de directeur des l'information internationale au Devoir, avec des militaires. J'en ai rencontré des centaines à travers tout le Canada, en Allemagne, à Chypre, au Koweït et ailleurs. J'en ai rencontré dans les deux langues. J'en ai rencontré des très agressifs, mais je peux dire que je n'ai jamais rencontré de militaires prêts à en découdre militairement avec le Québec si celui-ci voulait faire l'indépendance. Je suis toujours surpris d'entendre les spécialistes civils parler avec aisance d'une possible intervention militaire au Québec. Les militaires, qui connaissent la chose, sont bien plus discrets lorsqu'il s'agit de manier les armes, contrairement aux civils dans les universités.

Je ne connais pas au Canada des généraux putschistes qui voudraient garder le Québec dans le Canada comme certains généraux ont voulu garder l'Algérie dans la France. Et si c'est ce scénario-là qu'on envisage, pour ma part, je n'y crois pas.